

MISSION D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ SOCIALE DES JEUNES

Rapporteurs	M. Régis Juanico (SRC) M. Jean-Frédéric Poisson (UMP)
Membre du CEC	M. Régis Juanico (SRC)
Membres désignés par les commissions	
– Affaires culturelles	Virginie Duby-Muller (UMP) – Sylvie Tolmont (SRC)
– Affaires sociales	Jean-Patrick Gille (SRC)
– Affaires européennes	Sandrine Doucet (SRC) – Michel Piron (UDI)

TRAVAUX DE LA MISSION

TRAVAUX EFFECTUÉS

Tables rondes

– « Où en est la mobilité sociale des jeunes en France ? » avec les intervenants suivants : Mme Patricia Loncle, enseignante et chercheuse à l'École des hautes études en santé publique ; M. Joaquim Timoteo, chargé d'étude à l'INJEP ; M. Pascal de Cazenove et M. Ivan Dementhon, représentants du Forum français de la jeunesse (6 février 2013).

– « L'État et les mutations de la jeunesse : quelles conséquences sur les politiques publiques ? » avec les intervenants suivants : Mme Francine Labadie, cheffe de projet de l'observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse (INJEP) ; Mme Nicole Roth, cheffe du département de l'emploi et des revenus à l'INSEE ; M. Louis Chauvel, docteur en sociologie et chercheur à l'Institut d'études politiques de Paris ; M. Yannick L'Horty, professeur de sciences économiques à l'Université Paris-Est Marne-La-Vallée et directeur de la fédération de recherche du CNRS « Travail, emploi et politiques publiques » ; et M. Bertrand Coly, représentants du forum français de la jeunesse (FFJ) (13 février 2013).

– « La place du diplôme dans la société française : comment améliorer la reconnaissance des mérites et des compétences des jeunes ? » avec les intervenants suivants : Mme Marie Duru-Bellat, sociologue ; M. Stéphane Carcillo, professeur en sciences économiques au Centre d'économie de la Sorbonne ; M. Régis Cortesero, chargé d'études à l'INJEP ; M. José Rose, professeur de sociologie à l'Université de Provence ; M. Alexis Pierrot et M. Pascal de Cazenove, représentants du forum français de la jeunesse (FFJ) (20 février 2013).

– « Les dispositifs de diversification des recrutements des grandes écoles », avec les intervenants suivants : M. Ramzi Ben Kheder, élève de l'ESCE (école supérieure de commerce extérieur), bénéficiaire du dispositif « pourquoi pas moi ? » mis en place par l'ESSEC ; M. Pascal Bernard, vice-président de l'association des directeurs des ressources humaines (ANDRH), directeur des ressources humaines et des affaires générales de l'ARS Ile-de-France ; M. Michel Bouchaud, proviseur du lycée Louis le Grand, président de

l'association des proviseurs de lycées à classes préparatoires aux grandes écoles (APLCPGE) ; Mme Chantal Dardelet, animatrice du groupe ouverture sociale de la conférence des grandes écoles, directrice exécutive de ESSEC IIES (institut de l'innovation et de l'entrepreneuriat social), responsable du pôle égalité des chances de l'ESSEC ; Mme Bénédicte Humbert, déléguée à la diversité du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) Institut des sciences et technologies de Paris, ParisTech ; Mme Rachel-Marie Pradeilles-Duval, adjointe du chef de service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, ministère de l'enseignement supérieur (3 avril 2013).

– « l'attractivité et performance de l'enseignement scolaire professionnel » avec les intervenants suivants : M. Pascal Bernard, vice-président de l'association des directeurs des ressources humaines (ANDRH), directeur des ressources humaines et des affaires générales de l'ARS Ile-de-France ; M. Jean-Pierre Davasse, proviseur adjoint du lycée professionnel Romain Rolland à Goussainville ; M. Jean-Marc Huart, sous-directeur des lycées et de la formation professionnelle tout au long de la vie (Dgesco A2) ; Mme Hélène Ouanas, sous-directrice du socle commun, de la personnalisation des parcours scolaires et de l'orientation (Dgesco A1) (3 avril 2013).

– « Dispositifs de reconnaissance des savoir-faire et compétences hors le système scolaire (VAE) » avec les intervenants suivants : M. Bastien Engelbach, chargé de mission à l'association Animafac, responsable du programme Bénévolat et compétences ; M. Vincent Merle, professeur au Conservatoire national des Arts et métiers (CNAM) et président de l'association du réseau des CARIF-OREF (Centres d'information, de ressources et d'information sur la formation – Observations régionaux de l'emploi et la formation) ; M. Hubert Mongon, membre du bureau national de l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH), senior vice-président ressources humaines de McDonald's France et Europe du Sud ; Mme Frédérique Racon, adjointe au chef de la mission Politiques de formation et de qualification, de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) ; Mme Jacqueline Rageot, responsable de l'antenne de conseil en VAE de Paris (BIOP, centre d'orientation scolaire et professionnelle de la Chambre de commerce et d'industrie de région de Paris Île de France) (10 avril 2013).

– « Les dispositifs publics d'insertion professionnelle des jeunes », avec les intervenants suivants : M. Yves Auton, chargé de mission au secrétariat général du Conseil national des missions locales ; M. Patrick Pommier, adjoint au chef du département de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle des jeunes (DARES) ; Mme Fabienne Schrempp, directrice de la mission locale VitaCité ; Mme Brigitte Ustal Piriou, présidente de la commission intergénérationnelle et gestion des âges/emploi des jeunes de l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH) (24 avril 2013).

– « Formation en alternance, notamment apprentissage », avec les intervenants suivants : Mme Carole Aboaf, conseillère technique au Conseil national pour la formation professionnelle tout au long de la vie ; M. Gilles Langlo, vice-président de la Fédération nationale des associations régionales des directeurs de centre de formations d'apprentis (FNADIR) et directeur du CFA de la chambre de métiers d'Indre et Loire ; Mme Manuèle Lemaire, vice-présidente de la FNADIR et directrice du CFA - institut de l'environnement urbain à Jouy-le-Moutier ; Mme Colette Lucien, vice-présidente de la FNADIR et directrice du CFA Léonard de Vinci à la Défense ; M. Morgan Marietti, président de l'Association nationale des apprentis de France ; Mme Delphine Pelade, directrice de l'apprentissage au Conseil régional d'Île de France ; M. Jean-Christophe Sciberras, président de l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (15 mai 2013).

– «Les dispositifs de seconde chance », avec les intervenants suivants : Mme Maria-Julia Aranda, commissaire divisionnaire, chef du département du recrutement et de l'égalité des chances, direction des ressources et des compétences de la police nationale, sous-direction de la formation et du développement des compétences au ministère de l'Intérieur, Mme Patricia Kuhn, chef du bureau des adjoints de sécurité, direction des ressources et des compétences de la police nationale, sous-direction de l'administration des ressources humaines au ministère de l'Intérieur, M. Vincent Terrenoir, commissaire divisionnaire, chef de la mission de reclassement et de reconversion professionnelle, direction des ressources et des compétences de la police nationale, sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel au ministère de l'Intérieur ; M. Didier Quenelle, général de brigade, sous-directeur des compétences de la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale de la direction générale de la gendarmerie nationale au ministère de l'Intérieur ; M. Charles de Batz de Trenquelléon, directeur général de l'établissement public d'insertion dans la Défense (EPIDe) ; M. Alexandre Schajer, président, et M. Adil Lamrabet, chargé de développement et communication, du Réseau des écoles de la 2^e chance (29 mai 2013).

– « Poursuite des études supérieures et activité professionnelle », avec les intervenants suivants : M. Laurent Bérail, fondateur et dirigeant de SkillsCenter, cofondateur de La Manu, rapport du CESE emploi et études ; Mme Christine Bruniaux, chef du département de la stratégie de la formation et de l'emploi (DGESIP) ; M. Jean-François Giret, directeur de l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU), maître de conférences à l'Université de Bourgogne ; Mme Elise Verley, chargée de mission à l'Observation de la vie étudiante (OVE) et maître de conférences à l'Université de Paris-Sorbonne (12 juin 2013).

– « Le logement des jeunes », avec les intervenants suivants : M. Alexandre Aumis, sous-directeur de la contractualisation et de l'immobilier du Centre national des œuvres scolaires et universitaires (CNOUS), M. Feres Belghith, chargé d'études à l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) ; M. Jean-François Brégou, chargé de mission à la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ; Mme Claire Guichet, représentante de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) au Conseil économique, social et environnemental (CESE) ; M. Frédéric Milhiet, président de l'Union nationale des comités locaux pour le logement autonome des jeunes (UNCLLAJ), et Mme Ahmel Djioui, animatrice du réseau ; M. Éric Thuillez, membre du directoire de l'UESL-action logement (19 juin 2013).

– « les dispositifs de soutien et de financement de l'autonomie et des études des jeunes » avec les intervenants suivants : M. François Brégou, chargé de mission à la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ; M. Vincenzo Cicchelli, maître de conférences à l'Université Paris Descartes, auteur de l'ouvrage *L'autonomie des jeunes. Questions politiques et sociologiques sur les mondes étudiants* (2013) ; M. Rémy Guilleux, vice-président de l'UNAF, président du département Éducation et jeunesse, Mme Patricia Humann, coordonnatrice du pôle éducation, et Mme Claire Ménard, chargée des relations avec le Parlement et Mme Monique Ronzeau, présidente de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (26 juin 2013).

– « les dispositifs de mobilité internationale des jeunes » avec les intervenants suivants : Mme Béatrice Angrand, secrétaire générale de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) ; M. Pascal Bonnetain, secrétaire général, et Mme Armelle Dugué, directrice de la mobilité et des partenariats, Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) ; M. Olivier Flury, secrétaire général de l'association Itinéraire international et M. Antoine Godbert, directeur de l'Agence Europe éducation formation (26 juin 2013).

– Table ronde avec les représentants d'organisations de jeunesse : M. Stephen Cazade, directeur national d'Unis-cité ; M. Antoine Dulin, délégué national Scouts et guides de

France, auteur d'un rapport pour le CESE : « Droits formels/ droits réels : *améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes* » (juin 2012) ; M. Bastien Engelbach, chargé de mission à l'association AnimaFac, responsable du programme Bénévolat et compétences ; M. Thibault Renaudin, secrétaire général de l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV) ; M. Gwendal Ropars, secrétaire national à la communication et aux relations extérieures de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) (10 juillet 2013).

– Table ronde avec les représentants de syndicats et mutuelle lycéens et étudiants : M. Julien Blanchet, président de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) ; M. Vincent Bordenave, délégué général de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ; M. Steven da Cruz, président de Promotion et défense des étudiants (PDE) ; Mme Margot Perez, déléguée nationale adjointe de l'Union nationale inter-universitaire- Mouvement des étudiants (UNI-MET) et M. Cyprien Feilhès, délégué national adjoint de la section étudiante de l'UNI-MET ; M. Karl Stoeckel, secrétaire général de La Mutuelle des étudiants (LMDE) (10 juillet 2013).

– Table ronde avec des représentants d'organisations syndicales représentatives de salariés : MM. Mohammed Oussedik, secrétaire confédéral de la Confédération générale du travail (CGT), et Jean-Philippe Revel, secrétaire fédéral de la fédération des organismes sociaux ; M. Thiébaut Weber, secrétaire confédéral de la Confédération française du travail (CFDT), en charge de la politique revendicative en faveur des jeunes et président du comité des jeunes de la confédération européenne des syndicats ; Mme Chantal Guiolet déléguée nationale de la Confédération française de l'encadrement-confédération générale des cadres (CFE-CGC) à l'emploi des jeunes et M. Franck Boissart, conseiller technique au secteur emploi formation (17 juillet 2013).

– Table ronde avec des représentants d'organisations syndicales représentatives d'employeurs : M. Francis Petel, membre de la commission de la formation et de l'éducation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ; M. Pierre Burban, secrétaire général de l'Union professionnelle artisanale (UPA) et Mme Caroline Duc, conseillère technique chargée des relations avec le Parlement ; Mme Sandrine Javelaud, directrice de mission formation initiale, et Mme Kristelle Hourques, chargée de mission senior à la direction des affaires publiques, Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (17 juillet 2013).

– « L'accès des jeunes au permis de conduire » : M. Pierre Ginefri, sous-directeur de l'éducation routière, de la délégation à la sécurité et à la circulation routières, ministère de l'Intérieur ; M. Loïc Turpeau, président de l'Association nationale pour la promotion de l'éducation routière (ANPER) ; M. Ivan Candé, secrétaire général du Syndicat national des personnels techniques administratifs et de service de l'équipement et de l'environnement-Confédération générale du travail (SNPATS-CGT), et Mme Laurence Réthoré, secrétaire nationale ; Mme Pascale Maset, secrétaire générale du Syndicat national Force Ouvrière des inspecteurs, cadres et administratifs du permis de conduire et de la sécurité routière (SNICA-FO), et M. Thomas Knecht, secrétaire général adjoint ; M. Christophe Nauwelaers, secrétaire général du Syndicat autonome national des experts de l'éducation routière (UNSA-SANEER) (11 septembre 2013).

Auditions

– M. Jean-Robert Pitte, délégué interministériel à l'information et à l'orientation (DIO) et son adjoint M. François Hiller. (13 mars 2013).

– Mme Cécile Van de Velde, sociologue (13 mars 2013).

– M. Jean-Paul Delahaye, directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO), et Mme Hélène Ouanas, sous-directrice du socle commun, de la personnalisation des parcours scolaires et de l'orientation (20 mars 2013).

– M. Éric Piozin, chef de service, adjoint à la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), Mme Christine Bruniaux, chef du département de la stratégie de la formation et de l'emploi, M. Jean-Yves de Longueau, sous-directeur de l'égalité des chances et de la vie étudiante, Mme Hélène Michaudon, responsable du département des études statistiques, et Mme Rachel-Marie Pradeilles-Duval, adjointe du chef de service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (20 mars 2013).

– M. Gilles Roussel, président de l'université de Marne la Vallée et président de la commission formation et insertion professionnelle de la conférence des professeurs d'université et M. Khaled Bouabdallah, président de l'université Jean Monnet de Saint-Étienne et vice-président de la commission formation et insertion professionnelle de la conférence des professeurs d'université (27 mars 2013)

– M. Pierre Tapie, président de la conférence des grandes écoles, et M. Pierre Aliphat, délégué général (27 mars 2013).

– Mme Isabelle Eynaud-Chevalier, cheffe du service des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, Mme Frédérique Racon, cheffe de la mission politiques de formation et de qualification, et Mme Florence Gelot, adjointe au chef de la mission insertion des jeunes, à la DGEFP, ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (10 avril 2013).

– M. Laurent Caillot, membre de l'Inspection générale des affaires sociales (15 mai 2013).

– M. Jean-Patrick Gille, président de l'Union nationale des missions locales (UNML), M. Hervé Hénon, président de la mission locale de Boulogne-sur-Mer et membre du bureau de l'UNML et M. Serge Kroichvili, délégué général de l'UNML (29 mai 2013).

– M. Yann Dyèvre, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Mme Catherine Lapoix, sous-directrice des politiques de jeunesse, adjointe au directeur, et Mme Isabelle Defrance, chef du bureau des actions territoriales et interministérielles de la sous-direction des politiques de jeunesse (5 juin 2013).

– M. Olivier Toche, directeur de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) et Mme Candice de Laulanié, déléguée générale de l'Agence française du programme européen « jeunesse en action » (Afpeja) (5 juin 2013).

– M. Thomas Cazenave, directeur général adjoint pour la stratégie, la coordination et les relations institutionnelles de Pôle emploi, Mmes Dominique Delaite, directrice de la sécurisation des parcours professionnels et Firmine Duro, direction de la stratégie et des relations extérieures (6 juin 2013).

– Mme Naïma Charaï, présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), Mme Laurence Girard, directrice générale et M. Jean-Pierre Papin, directeur de l'emploi, du développement économique, de l'habitat et de la médiation (12 juin 2013).

– M. Stéfano Scarpetta, directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, de M. Éric Charbonnier, expert à la direction de l'éducation, et de Mme Pauline Musset, analyste et co-auteur du rapport « Équité et qualité dans l'éducation - Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés ».

- Mme Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l’emploi et à la formation professionnelle, (accompagnée de Mme Florence Gelot, adjointe à la chef de mission insertion des jeunes et de M. Laurent Duclos, adjoint au chef de département des synthèses) et de M. Marc Gurgand, directeur de recherche au CNRS, École d’économie de Paris, présidents du groupe de travail sur la « Garantie jeunes » (rapport de juin 2013) (25 juin 2013).
- M. Martin Hirsch, président de l’Agence du service civique (3 juillet 2013).
- M. Hervé Fernandez, directeur, de l’Agence nationale de lutte contre l’illettrisme (ANLCI) et de M. Éric Nédélec, coordonnateur national (11 septembre 2013).

Déplacements

- Déplacement des rapporteurs à Lyon et Saint-Étienne (14 et 15 mars 2013).
- Déplacement des rapporteurs au Danemark (17 au 19 avril 2013).
- Déplacements des rapporteurs en Allemagne (2 et 3 mai 2013).
- Déplacement des rapporteurs à Rennes (13 et 14 juin 2013).